Thierry GUILBERT, *L'« évidence » du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*

Bellecombe-en-Bauges, Éd. Le Croquant, coll. Savoir/agir, 2011, 133 p.

Aurélie Olivesi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7005>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7005

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012

Pagination : 345-347

ISBN : 978-2-8143-0130-6

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Aurélie Olivesi, « Thierry GUILBERT, *L'« évidence » du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite* », *Questions de communication* [En ligne], 22 | 2012, mis en ligne le 08 janvier 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7005> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7005>

manière, leurs revendications restent, en suspens puisque pour bénéficier de ces droits les producteurs doivent prouver de manière effective le travail qu'ils ont effectué en tant que créatifs. Or, pour Nicolas Brigaud-Robert, c'est cette dimension créative, mobilisée tout au long de l'élaboration de projets, qui structure de manière prédominante la « *praxis* » de l'activité de production. Ainsi affirme-t-il que « les fonctions de gestion de l'entreprise paraissent secondaires dans la création de valeur dans la production audiovisuelle car le producteur ne perd jamais son caractère d'entrepreneur, chaque programme supposant une nouvelle forme d'association de ressources » (p. 110).

En prenant en charge le processus d'élaboration d'un projet – de sa conceptualisation à son financement en passant par sa commercialisation –, le producteur agit dans un environnement constitué d'enjeux pluriels et de luttes diverses. Outre le fait que le producteur doit faire face à la concurrence pour s'imposer sur le marché de la programmation, il doit constamment trouver un équilibre auprès des professionnels de la télévision, qu'ils soient législateurs, administrateurs, techniciens ou artistes, alors que leurs intérêts divergent. La question du statut reste au cœur des polémiques en se déplaçant sur celle des programmes. Certains producteurs d'émissions de télé-réalité souhaiteraient obtenir des subventions publiques au même titre que les producteurs finançant des programmes considérés comme « œuvres de fiction ». Depuis le décret du 2 février 1995, les œuvres de fiction reçoivent un financement public à l'exclusion des sketches, des animations, des documentaires de création, des spectacles vivants, des magazines et des vidéomusiques. En 2000, le programme *Pop-stars* a été, dans ce cadre, l'objet d'un contentieux qui a duré jusqu'en 2004. Le tribunal a fini par trancher en faveur de l'ensemble des organisations d'artistes et d'auteurs insurgés face à la volonté des producteurs de voir leurs émissions de télé-réalité transformées en œuvre de fiction.

En définitive, s'il est dommage que cet ouvrage omette de livrer des noms de sociétés de production ou de producteurs, il offre un subtil et profond éclairage sur les tenants et aboutissants de cette profession qui semble être exercée par des individus au capital scolaire et social plutôt modeste. De plus, l'auteur a le mérite d'avoir su mobiliser des approches théoriques diverses, issues de la sociologie structuraliste (Pierre Bourdieu, école de Francfort) ou compréhensive (Max Weber, Georg Simmel) ou encore d'autres disciplines comme l'économie (modèle schumpétérien du producteur entrepreneur), pour

circonscrire une profession qui reste encore pour le moins insaisissable dans l'imaginaire collectif mais, en réalité, plus que jamais indispensable à un marché télévisuel en voie d'expansion.

Tiphaine Zetlaoui

GERIICO, université Lille 3
tiphainezetlaoui@gmail.com

Thierry GUILBERT, *L'« évidence » du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite.*

Bellecombe-en-Bauges, Éd. Le Croquant, coll. Savoir/agir, 2011, 133 p.

Pour expliciter la manière dont les topiques issus de la doctrine économique néolibérale imprègnent le discours médiatique sans que celui-ci parvienne à exercer son rôle critique et, au contraire, leur assèment même un caractère d'évidence, Thierry Guilbert s'appuie sur les méthodologies de l'analyse du discours. En effet, cette discipline française et anglo-saxonne étudie la manière dont le politique et l'idéologie imprègnent à la fois le contenu et la forme des discours, de manière indissociable. Dans cet ouvrage, l'auteur analyse le discours des éditoriaux et des chroniques de la presse d'information générale (discours dominant et commentarisant qui se veut simultanément une parole individuelle et une présentation collective) publiés dans le contexte des « crises sociales » qui se succèdent en France depuis 1995, pour montrer comment ce discours « contraint » implicitement le lecteur à prendre également en charge le sens de ces énoncés hétérogènes et plus ou moins cohérents – et donc à les accepter sans débat démocratique. Dès lors, on peut s'interroger sur la réalité du rôle des médias comme contre-pouvoir. L'objectif est de donner au lecteur des outils pour comprendre et interpréter la dissimulation du discours néolibéral (rebaptisé DNL en référence au philologue Viktor Klemperer, ayant étudié clandestinement les effets de langue de la langue nazie de 1933 à 1945 dans son livre *LT1, la langue du III^e Reich*, Paris, A. Michel, 1996 [1947]). L'ouvrage se divise en six chapitres qui distinguent des procédés discursifs superposés dans le discours médiatique – en s'appuyant sur de nombreux exemples tout à fait identifiables, pertinents et représentatifs – afin de fournir au lecteur les outils pour aiguïser sa vigilance critique. Par ailleurs, les points les plus techniques (« Le rôle discursif des mathématiques en économie », « Origine du laissez-faire ») ou les exemples les plus significatifs (« Les mots du néolibéralisme », la réforme des retraites en 2010) sont développés sous la forme d'encadrés placés en marge du raisonnement général.

Le premier chapitre, intitulé « La dissimulation idéologique », montre comment l'évidence apparente du discours néolibéral participe de son invisibilité. L'auteur établit une distinction très éclairante entre les concepts de « propagande », discours prosélyte pleinement assumé, et celui d'« idéologie », qui se fonde sur une double dissimulation. La première consiste à substituer au motif de la recherche du pouvoir une valeur mobilisatrice, partagée et évidente (que chacun s'accorde à penser comme essentielle), c'est-à-dire incontestable. La seconde est plus subtile et purement discursive, elle se situe au niveau de l'apparence ou de la forme symbolique du discours. Elle prend la forme d'un discours rationnel (donc neutre et objectif) et y puise toute sa force symbolique et argumentative. Ces deux formes de dissimulation se complètent et s'articulent : c'est parce que la manœuvre ostentatoire (et dissimulatrice) est elle-même dissimulée sous une forme de présentation rationnelle que le discours revêt son aspect évident.

Dans le deuxième chapitre, « Ce que nommer veut dire », Thierry Guilbert souligne que l'éditorialiste, en nommant les événements, leur donne sens, à travers sa propre vision du monde. Ainsi l'auteur rappelle-t-il l'intérêt à la fois stylistique et argumentatif de la nominalisation (déterminant + nom + complément de nom) qui, en présentant implicitement un événement comme une chose déjà établie, identifiée, et porteuse de sens en soi-même, rend cet événement impossible à mettre en doute puisque le mot complété est porteur de l'idée d'une relation obligatoire avec le complément. Ces formules toutes faites sont de surcroît neutralisées dans le discours médiatique par leur utilisation constante, répétitive et leur absence de prise en charge directe par l'éditorialiste.

C'est dans cette lignée que le chapitre 3, « L'opinion pense que... ou le cheval de Troie », montre que la notion d'opinion publique, notamment *via* son incarnation dans les sondages, est problématique et équivoque. En effet, les journalistes ne font pas que « parler au nom de l'opinion », mais ils utilisent la figure de « l'opinion » pour énoncer leurs propres visions en laissant la charge de ce qui est dit à la collectivité (ou présentée comme telle). Ce faisant, ils la constituent pour, au bout du compte, en tirer une légitimité. La complexité de ce procédé vient du double sens du terme « opinion », qui désigne à la fois une « opinion virtuelle », constituée par les sondeurs et la sphère politico-médiatique, être fictif affublé de traits anthropomorphiques, et une « opinion réelle », c'est-à-dire les croyances et connaissances partagées par une communauté donnée. Ainsi, en présentant ses opinions personnelles comme partagées, l'éditorialiste les constitue-t-il en nouvelle *doxa*, dont le caractère

d'évidence est renforcé par la répétition médiatique. Selon l'auteur, « l'objectif est bien de modifier les opinions individuelles et d'imposer une certaine vision du monde sans aucun débat démocratique » (p. 74).

Le chapitre 4, « un "cadre naturel" », reprend la terminologie établie par Erving Goffman dans *Les cadres de l'expérience* (Paris, Éd. de Minuit, 1991 [1974], trad. de l'anglais par I. Joseph). Ce dernier distingue les deux cadres primaires auxquels nous rapportons toute situation nouvelle : le cadre « naturel » (sans intention humaine) ou le cadre piloté (avec une intention humaine). Or, le discours libéral substitue le cadre naturel au cadre piloté dans lequel les pratiques humaines, économiques et néolibérales s'inscrivent pourtant nécessairement.

Dans le chapitre 5, « Le bon modèle », l'auteur fait une liste thématique des « syntagmes lexicalisés », c'est-à-dire des formules toutes faites, polies par l'usage, dont l'évidence paraît inoffensive et qui permettent de plaquer sur des événements d'actualité des schémas préexistants : l'idée de « compétition », celle de « risque » – les deux se trouvant particulièrement valorisées dans la topique de la « comparaison au voisin », sans jamais que l'éditorialiste ne l'écrive explicitement. Le lecteur est une fois encore coresponsable du dire, c'est-à-dire du message perçu. D'autres procédés d'évidence sont recensés, comme les questions rhétoriques, l'idée d'une exception française (explicitement assertée et implicitement regrettée) – dont le pendant est la topique du « bon élève ». La schématisation des questions comme une « guerre des chefs » a également pour fonction de rendre évidentes les questions qui font l'objet d'une opposition.

Le chapitre 6 « Argumentation ou manipulation ? » fournit une dernière série d'outils permettant de saisir les procédés argumentatifs et rhétoriques du DNL qui ont pour but de faire admettre ce discours, de lever les résistances, sans convaincre rationnellement, mais tout en donnant l'impression que les arguments utilisés sont rationnels. Le premier procédé rhétorique distingué par l'auteur se situe au niveau des mots ou groupes de mots : il s'agit de l'usage des figures argumentatives, ou *topoi*, qui agissent comme un prêt-à-penser visant à constituer les opinions individuelles. Mais on trouve également ce que l'on peut appeler les « moules » argumentatifs, ou cadrages, des pans entiers de textes, voire de discours, qui montrent des pratiques d'ensemble – et ont chacun leur dérive manipulateur implicite. Les deux cadrages les plus typiques du DNL sont celui par association – qui consiste à regrouper des éléments dans une même catégorie afin que le

lecteur tire la conclusion que ceux-ci ont quelque chose en commun, et dont la dérive manipulatoire est l'amalgame – et celui par alternative, dont la dérive manipulatoire est la fausse alternative. La responsabilité du discours est, à nouveau, partagée. En effet, si la responsabilité de l'énoncé incombe à l'émetteur, la responsabilité de la production du sens revient au récepteur. Le locuteur du DNL laisse entendre que tout locuteur pourvu de bon sens parviendrait aux mêmes déductions. La valeur implicite de ces énoncés est qu'il n'y a qu'une politique économique possible.

En conclusion, Thierry Guilbert rappelle que cet ouvrage n'a pas prétention à l'exhaustivité : s'il a donné à voir aux lecteurs quelques moyens discursifs parmi les plus importants, il les invite à découvrir par eux-mêmes d'autres procédés. L'auteur rappelle que ces procédés sont à la fois compatibles et superposables et ont pour objectif de dénier aux opposants la nature profondément politique de leur opposition. Les conflits sociaux sont alors réduits à un malentendu, dus à un manque d'information, à une incompréhension ou à une incapacité à comprendre – ce qui conforte l'idée selon laquelle les réformes néolibérales seraient « dans la nature des choses » (p. 132). Ce raisonnement circulaire semble d'autant plus problématique que les dirigeants sont à la fois les émetteurs et les premiers destinataires de ce discours. Dans cette perspective, la possibilité même de faire émerger une solution alternative semble particulièrement difficile.

Aurélié Olivesi

ELICO, université Claude-Bernard Lyon I
aurelie.olivesi@univ-lyon1.fr

Sociétés

Krisztian BENE, *La Collaboration militaire française dans la Seconde Guerre mondiale*.
S.l., Éd. Codex, 2012, 592 p.

Docteur en histoire, spécialiste de l'histoire militaire de la Seconde Guerre mondiale et professeur à l'université de Pécs en Hongrie, Krisztian Bene propose au lecteur une version complétée et augmentée de sa thèse de doctorat d'histoire soutenue en 2010 à l'Université de Pécs (*A francia fegyveres kollaboráció a második világháborúban*. Accès : <http://www.widi.btk.pte.hu/disszertaciok>). Cet ouvrage est consacré à un thème encore très sensible en France (quoiqu'il s'expose à l'occasion dans quelques vitrines de musées de la Seconde Guerre mondiale) : la collaboration militaire d'un certain nombre de Français aux côtés de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre

mondiale. Dans son livre, le chercheur hongrois reprend la plupart des analyses issues de sa thèse et apporte ainsi une contribution significative à l'histoire de France. Krisztian Bene étudie le sujet depuis longtemps et plusieurs de ses articles sont accessibles en français (« La Légion des volontaires français contre le bolchevisme devant Moscou », *Ujlatin filológia*, 1, 2010, pp. 241-251 ; « La Légion des volontaires français contre le bolchevisme sur le front de l'Est », *ibid.*, pp. 253-264 ; « Collaboration militaire française pendant la Seconde Guerre mondiale : des volontaires français dans la *Waffen-SS* », *Verbum*, 12, 2010, pp. 407-420 ; « La Milice française, l'armée de collaboration », *Cahiers francophones d'Europe Centre-Orientale*, 14, 2011, pp. 325-337 ; « La Phalange africaine », *Ujlatin filológia*, 3, 2011, pp. 219-234 ; Krisztian Bene, Daniel Laurent, « L'Unité bretonne de la *SS* : le Bezen Perrot », *Histomag* 44, 75, 2012, pp. 26-29).

Si un grand nombre d'éminents historiens comme Henry Rousso, Jean-Pierre Azéma, Olivier Wieviorka, Philippe Burrin, Pascal Ory, Jean-Paul Cointet et André Brissaud ont consacré des études approfondies à la collaboration, l'aspect militaire de ce phénomène est resté relativement méconnu. Le prix Goncourt 2006, accordé à Jonathan Littell pour son roman *Les Bienveillantes* (Paris, Gallimard) a peut-être fourni du grain à moudre. En 2008, ce romancier s'inspirait des thèses de Klaus Theweleit pour analyser la collaboration militaire du Belge Léon Degrelle, donnant un statut très particulier, mi-essai mi-fiction à *Le Sec et l'Humide* (Paris, Gallimard)... En scientifique avéré, Krisztian Bene suit les pas de Robert Paxton et de Pierre Gollito qui ont traité l'histoire des soldats français pendant les années de l'Occupation. Dans son introduction, l'auteur insiste sur la nécessité de rester impartial – cette préoccupation est essentielle pour le chercheur. Ainsi essaie-t-il de fonder le plus largement possible son travail sur les documents trouvés dans les différentes archives françaises et allemandes consultées.

Dans la première partie, Krisztian Bene retrace brièvement l'évolution de l'extrême droite à partir des années 20 et l'activité des partis collaborationnistes issus de ce courant pendant les années de guerre qui suivent. Au-delà de la présentation de l'horizon collaborationniste, l'auteur observe les conséquences de la défaite de 1940 et le rapprochement du gouvernement français avec l'Allemagne. Après cette introduction historique, Krisztian Bene étudie d'abord la mise sur pied et le parcours guerrier de la Légion des volontaires français (LVF) qui occupe une place privilégiée parmi les organisations